



Nouveau Contrat Social la Direction jette le trouble...

Mercredi 10 janvier 2018 s'est tenue la 22^{ème} réunion de négociation sur ce thème.

Christel Heydemann, la présidente du Pays France, a débuté la séance en présentant ses vœux pour cette nouvelle année que pour la plupart, vous avez pu lire sur le site Schneider qui en synthèse dit :
« Nous avons en particulier démarré en 2017 l'élaboration d'un nouveau contrat social. C'est un dossier essentiel pour préparer notre avenir. En signant cet accord, nous nous mettrons dans une meilleure situation de compétitivité, avec une plus grande équité de traitement sur le Territoire. Nous pourrions garantir des embauches, renouveler les compétences et rajeunir la population, former au Digital pour que chacun reste dans la course... Cette initiative est majeure pour la France. Ne pas aboutir démontrerait au reste du Groupe notre incapacité à nous transformer »

Nous lui avons rappelé que depuis le début de la négociation, nous étions convaincus que cet accord devait être une opportunité pour tous, Direction ET ses salariés français !

Pour contractualiser un accord, nous n'avons cessé de revendiquer un réel équilibre entre efforts demandés aux salariés français et engagements/compensations pour ces mêmes salariés.

Force est de constater que la Direction n'a pas jusqu'à présent apporter des réponses satisfaisantes pour répondre à cet équilibre attendu par tous.

Au regard des prévisions de l'exercice 2017 au niveau du groupe et de la France, nous pouvons sans prendre beaucoup de risque affirmer que la reprise a été au rendez-vous.

Pour **FO**, nous avons profité de sa présence, bien trop rare, pour l'informer directement de nos revendications incontournables :

- Alignement du nombre de jours travaillés pour les forfaités jours sur la moyenne de la métallurgie avec une meilleure compensation (bloquée à ce jour à 216 jours et 60% de compensation)
- La signature des engagements contractualisés dans l'accord par JP Tricoire
- Augmenter la compensation de l'augmentation du temps de travail
- S'engager sur un objectif de 2000 recrutements CDI en France.
- Mettre entre en place un congé mobilité minimum de 18 mois
- Engagement de la BU Building & IT sur le renouvellement des gammes Contacteurs/Disjoncteurs et Relais Thermiques sur les sites français.

Nous avons indiqué que depuis 10 ans, nous avons à travers les accords signés contribuer à la performance sociale nécessaire à la performance de l'entreprise, les 2 étant indissociables à nos yeux. Christel Heydemann a confirmé devant toutes les délégations (syndicales et direction) qu'un échec de cette négociation n'aurait pas de conséquences sur le dialogue sociale en France.

Force a été de constater que cela n'a pas été le même discours l'après-midi où tout est passé par zéro (yc les garanties d'investissement, volumes d'heures dans les usines, plus de garantie d'embauches ni de taux de remplacement, pas de plan digital, pas de recrutements dans les métiers cœur...)

Pour la délégation de la Direction de la France, suivant les documents présentés en séance,

Si pas accord, alors ce sera le déclin annoncé de la France ! Tout est remis en cause !

Jamais aucune direction depuis la création de Schneider a menacé de la sorte, la Direction confirme qu'elle souhaite faire porter la responsabilité de l'échec possible de cette négociation sur, seulement, les organisations syndicales ! Dans quel but ? Se sauver soi-même ?

Si la Direction de la France a décidé d'organiser et de scénariser le déclin de la France, dont acte ! Celle-ci prendra ses responsabilités et nous prendrons les nôtres. A bon entendeur...

A FO, nous ne mélangeons pas les dossiers et nous n'accepterons jamais des menaces à la signature ! la direction doit apporter des compensations à la hauteur des efforts demandés à tous les salariés français.

Nous attendons toujours la version de l'accord GAGNANT – GAGNANT

